



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2019-33 - Séance du 24/09/2019

ACTES

7. Finances locales

7.10 Divers

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	9	9

Vote	
Pour	9
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 24 septembre à 9h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, Vice-Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 20/09/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 20/09/2019.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Jean-Marie COURTES, Michel BAUDOUR.

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-France TEXIER

Absents:

Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

Secrétaire de séance : Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2019 -33 – ACCEPTATION DE DON

Vu l'article L.2242-3 du Code Général des Collectivités Locales qui autorise les établissements publics communaux à accepter ou refuser par délibération les dons et legs qui leur sont faits.

Régine SUAY rapporte :

La Chèvrerie Baillarguoise a fait un don d'une valeur de 400 euros sous forme de fromages d'une valeur de 2 euros pièces au profit du CCAS dans le cadre de la Banque Alimentaire. D'un point de vue comptable, il ne sera procédé à aucun mouvement sur le budget principal du CCAS.

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité **ACCEPTE** le don de la Chèvrerie Baillarguoise.

Pour extrait conforme,

Le 30/09/2019

Le Président,

Pour le Président

Alain SOULIER

Vice Président du C.C.A.S



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.